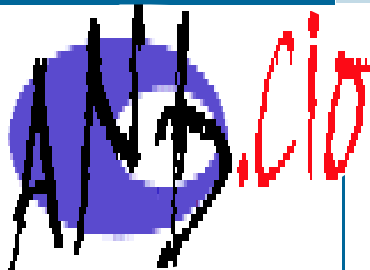


La lettre des directeurs de CIO

LETTRE SPÉCIALE ÉLECTION
AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ANDCIO

Édito du président



SOMMAIRE

Edito p 1

Candidatures p 3

Instructions de vote p 6

Le coin des Académies p 7

Bulletin d'adhésion p 9

Le temps est venu de faire le bilan de ces trois années passées, alors que ce Conseil d'Administration voit son mandat électif s'achever.

Il n'est qu'à relire l'ensemble des « lettres des directeurs » publiées depuis juin 2002 pour se rendre compte du travail accompli : 14 lettres, consultables librement sur le site de l'association, qui constituent un témoignage précieux des événements, de l'actualité de cette période dense, parfois dramatique, que nous avons traversés. On y trouve également de nombreux textes de réflexions, de propositions, fruits de l'activité d'un groupe que je n'hésiterai pas à qualifier d'exemplaire.

Chacune, chacun des membres du CA a contribué à construire, à étayer un corps de réflexions portant sur l'ensemble des domaines professionnels qui nous concernent.

Loin de rester cantonnés à une recherche corporatiste, nous avons constamment cherché à relier nos propo-

sitions spécifiques d'évolution des statuts des directeurs, des CIO à une vision globale d'un service public d'orientation, partie intégrante du service public d'éducation, mais ouvert à l'innovation, à l'adaptation, bref à un service bien vivant.

Quelque peu bousculés par les réactions irrationnelles exprimées sans mesure par certains membres de la profession, nous avons eu également à nous questionner sur notre positionnement institutionnel, la légitimité de notre expression, l'intérêt de nos propositions. Nous avons choisi de lutter clairement, sans aucune concession contre le projet de *décentralisation-expulsion* des personnels sans jamais renier nos positions traditionnelles, favorables à un financement régional des CIO.

Nous avons maintenu notre stratégie de rencontres et d'audiences, y compris au plus fort du conflit avec le gouvernement, considérant que l'expression d'un rapport de force, pour nécessaire qu'elle fût parfois, ne saurait suffire pour construire un avenir à nos services.

Nos audiences ont parfois suscité méfiance, récrimina-

tions, incompréhensions, dans la profession, poussant certains irresponsables à mettre en cause notre honnêteté.

C'est pourtant dans la plus grande transparence, avec des positions écrites, connues, publiques, voire collectives (texte inter-organisations) que nous avons conduit l'ensemble de ces rencontres et audiences.

Nous avons toujours considéré que le Ministère de l'Éducation, au sein duquel nous tenons à rester, demeure un interlocuteur incontournable, de qui il est important d'être connu et compris, avec lequel il est indispensable de trouver un langage commun, d'échanger sur la pertinence et la hiérarchie de missions, d'objectifs et de moyens réalistes. Il s'agit d'évidence d'une position réformatrice que nous revendiquons haut et fort.

Elle ne nous dispense pas de réfléchir aux évolutions politiques et sociales qui nous paraissent indispensables, de nous engager dans les domaines syndicaux, politiques qui nous conviennent, tout en maintenant une indépendance relative à nos activités au sein de l'association des directeurs de CIO.

Directeur de la Publication
Denis PETRUZZELLA
Rédacteur en Chef
Patrick DEPERRAZ
patrick.deperraz@ac-grenoble.fr
Comité de Rédaction
Conseil d'Administration
de l'ANDCIO

**L'ANDCIO une
association pour tous les
Directeurs**

Visitez son site internet
<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

Ce positionnement a-t-il porté ses fruits ? L'ensemble de ces activités, de ces écrits ont-ils servi à quelque chose, ainsi que l'investissement, précieux, de nos adhérents dans les académies ?

La réponse à ces interrogations ne peut être que nuancée : nous nous sommes réjouis du retrait du projet de décentralisation des personnels d'orientation, succès incontestable auquel nous avons pris, modestement mais efficacement toute notre part.

Nous avons été de ceux qui ont demandé, et obtenu une consultation des services d'orientation, ce très tôt (audience Abecassis 25/04/ 2003) L'ensemble de notre association s'est mobilisé dans les académies et au niveau national pour contribuer à la bonne tenue de cette consultation.

Nous retrouvons, non sans quelque satisfaction, dans les synthèses qui ont été publiées, un certain nombre de nos propositions. Nous nous sommes également impliqués dans la préparation de la loi d'orientation pour l'École, et plus récemment dans la mission d'Inspection Générale relative au fonctionnement des services d'orientation, nous félicitant de ce que le Ministère semble se donner enfin les moyens de comprendre et donc de piloter ses services d'orientation.

Nous considérons qu'une opportunité historique de réforme constructive des services d'orientation est sans doute envisageable à court terme. Elle pourrait constituer une véritable refondation de ces services, leur offrant de véritables perspectives d'avenir.

Mais il faut bien constater que ces éléments incontestablement positifs, auxquels il faudrait ajouter l'accueil favorable qui est généralement fait à certaines de nos propositions d'organisation des CIO et d'évolution des sta-

tuts des personnels, ne suffisent pas à nous rassurer. Nous plaçons depuis longtemps auprès de nos collègues et des instances dirigeantes pour l'urgence d'une réforme de nos missions, de nos statuts, de l'organisation de nos centres... sans toujours être pris très au sérieux par les uns et sans jamais voir aboutir nos propositions auprès des autres.

Les risques que nous évoquons, dans le cas où cette réforme n'aurait pas lieu, sont pourtant en voie de réalisation : suppressions massives de postes, étouffement financier des centres faute d'une prise en compte de leur réalité fonctionnelle, fermetures opportunistes de CIO... Tout un chacun peut désormais constater que le pire n'est pas forcément improbable.

L'avènement prochain de la LOLF et le renforcement du pouvoir accordé en même temps aux recteurs pour gérer l'ensemble des moyens, humains et matériels, dont ils disposent, font courir un danger considérable à des services d'orientation qui n'auraient pas fait l'objet d'un réinvestissement clair et manifeste de la part du Ministère. Pour le moins la probabilité d'évolutions radicalement différentes d'une académie à l'autre, serait, dans ce cas, objectivement très importante.

N'aurions-nous donc échappé aux périls de la décentralisation que pour mieux les retrouver au sein de notre administration d'origine ?

Force est de constater que face à cette situation, la profession semble pour le moins léthargique, y compris les directeurs de CIO dont un certain nombre d'indices convergents peuvent faire craindre qu'ils tendent actuellement à se démobiliser.

Notre enthousiasme et notre force de conviction ne seraient-ils plus aussi efficaces ? Ou bien certains de nos collègues auraient-ils fait leur la sentence at-

tribuée à Louis Quinze : « après moi, le déluge ! » ?

C'est dans ce contexte que la majorité des membres du CA sortant ainsi que, heureusement, quelques nouvelles et nouveaux candidats se présentent aux élections pour le conseil d'administration de l'ANDCIO. Ainsi va la démocratie.

Quels qu'en soient les résultats, ce scrutin va instituer un nouveau CA qui sera chargé d'affronter une situation difficile, sûrement décisive.

Chaque directrice, chaque directeur de CIO devra assumer, tant vis à vis de la situation présente que de l'avenir de notre service public, sa pleine et entière responsabilité. Elle commence par la participation à l'élection du futur CA dont la représentativité aura à voir avec le nombre d'électeurs qui lui aura témoigné sa confiance. Il va de soi que pour les retardataires, les hésitants, les « aquabonistes » il est temps de retourner à notre trésorier leur cotisation accompagnée du bulletin d'adhésion dûment complété. Cette prise de responsabilité devra se poursuivre par l'implication de toutes et tous dans la réflexion, l'élaboration des positions qui seront portées par les futurs élus.

Il semble totalement improductif de se poser en consommateur de positions associatives, auxquelles on adhère plus ou moins ou pas du tout !

Dans la période, oh combien périlleuse, qui nous attend, chacun gagnera à être acteur de son devenir.

L'ANDCIO constitue un outil potentiellement riche.

Chères et chers collègues, il vous appartient de vous en emparer.

Denis Pétruzzella

CANDIDATURES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2005

(dans l'ordre alphabétique du nom des candidat-e-s)

M. Adrien BERNARD – 49 ANS – DIRECTEUR DE CIO AU SAIO DE MONTPELLIER – HÉRAULT – ACADÉMIE DE MONTPELLIER

Directeur depuis 1991, adjoint au CSAIO de Montpellier depuis 2000, j'ai exercé auparavant dans trois CIO d'État.

Trésorier de l'association depuis six ans, je sollicite un nouveau mandat pour continuer à promouvoir et revendiquer dans ce cadre :

- des missions nationales redéfinies et réaffirmées pour nos services
- l'exercice du droit au conseil en orientation dans le système éducatif
- l'évolution du statut du CIO lui conférant un véritable positionnement institutionnel et une réelle autonomie dans son fonctionnement
- l'évolution du statut de directeur de CIO lui reconnaissant une réelle fonction d'encadrement.

Le ministère n'a jamais disposé d'autant d'informations sur nos services, produites en si peu de temps. Les attentes de la profession sont nombreuses et l'impatience grandit au point de se transformer, ici ou là, en découragement. La mise en œuvre progressive de la LOLF et le vote prochain de la loi d'orientation sur l'avenir de l'école constituent une opportunité, sans précédent depuis une quinzaine d'années, de voir enfin aboutir nos revendications. L'heure est donc plus que jamais au rassemblement, à la mobilisation et à la vigilance. Les résultats espérés sont attendus dans les prochains mois, à défaut il faudra patienter encore quinze ans !!!

Mme Dominique BUREL - 50 ans - Directrice du CIO de Thionville – Moselle - Académie de Nancy-Metz

Membre du Conseil d'Administration depuis trois ans et Directrice de CIO depuis 1995 (à Montceau-les-Mines, puis à Thionville), je me présente pour un nouveau mandat afin d'aider les collègues du prochain Conseil d'Administration en apportant ma contribution.

Nous devons continuer, avec persévérance et ténacité, à rester force de proposition sur les différents dossiers axés sur la reconnaissance de la fonction "orientation" dans le système scolaire passant par :

- la mise en place d'un véritable statut pour le CIO et le directeur permettant une certaine indépendance, notamment financière, ainsi qu'une reconnaissance auprès des différents partenaires externes et internes à l'Éducation Nationale,
- une évolution de nos missions vers la mise en œuvre de priorités nationales cohérentes et structurées,
- l'amélioration des conditions de travail, notamment par la non suppression de postes sans réflexion préalable et au détriment du conseil en orientation qui est un droit pour toute personne.

Je fais aussi acte de candidature pour maintenir une représentation féminine au sein du Conseil d'Administration.

Mme Sylvie CHEULA - 50 ans – Directrice du CIO de Massy – Essonne – Académie de Versailles

Je présente ma candidature au CA de l'AND.CIO : titulaire d'une maîtrise de Lettres, C.O-P depuis 1978 (formation à l'IBHOP de Marseille) ; directrice de CIO depuis 2000, j'ai exercé en zone rurale, au CIO de Vendôme (département du Loir et Cher, académie d'Orléans-Tours) et depuis 2001 à Massy (département de l'Essonne, académie de Versailles).

Déléguée académique de l'AND.CIO de Versailles et très attachée à la valorisation et à la défense des CIO, de leurs personnels et du métier de directeur de CIO, j'adhère totalement aux propositions et revendications de l'AND.CIO ; dont j'ai pu apprécier les actions, négociations et prises de positions courageuses lors des années dernières.

De plus le fait d'exercer à Massy et de pouvoir disposer de locaux facilement accessibles à tous, me semble pouvoir être considéré comme un atout et de nature à favoriser les échanges et réunions entre membres du CA en région parisienne si besoin est.

M. Patrick DEPERRAZ - 55 ans - Directeur du CIO d'Annecy – Haute-Savoie – Académie de Grenoble

Membre du Conseil d'Administration depuis trois ans, j'ai été successivement directeur du CIBC de la Haute-Savoie de 1992 à 1995, directeur du CIO de Trinité en Martinique de 1995 à 2000, délégué régional adjoint de l'Onisep à Aix-en-Provence de 2000 à 2001 et directeur du CIO d'Annecy depuis cette date.

Je me présente pour un nouveau mandat afin d'apporter ma contribution à la promotion des principales positions élaborées et développées par l'ANDCIO :

- Une véritable reconnaissance de la fonction orientation par la mise en œuvre d'un cadre institutionnel national décliné à tous les niveaux.
- Une définition des missions et des modalités précises de leur mise en œuvre à l'intérieur de ce cadre institutionnel.
- Un statut pour les CIO permettant une réelle autonomie de fonctionnement, la contractualisation avec des collectivités territoriales ou avec des partenaires, l'accueil de financements complémentaires.
- Un statut de personnel de direction pour les directeurs.

Par ailleurs je suis responsable de la rédaction de la lettre des directeurs. Je souhaite poursuivre cette activité.

M. Éric GIOUX – Directeur du CIO de Salon de Provence – Bouches du Rhône – Académie d'Aix-Marseille

- Membre de l'ANDCIO depuis 1992, successivement trésorier de 1998 à 2001 puis président de 2001 à 2004 de l'Association Académique d'Aix Marseille, je suis prêt à perpétuer et amplifier mes convictions et mes engagements au sein du bureau de l'Association Nationale pour :

- la défense du métier de Directeur
- la nécessité d'un statut (modifié) pour les CIO
- une meilleure reconnaissance de notre fonction, de notre spécificité, de notre identité professionnelle et de notre professionnalité

Je souhaite continuer à mener, dans la transparence, une réflexion originale, sans neutralité mais avec indépendance sur notre métier et nos valeurs.

M. Dominique LAGAUDE - Directeur du CIO d'Épinal - Vosges – Académie de Nancy-Metz

Directeur depuis 1984, membre du Conseil d'Administration de l'ANDCIO depuis 6 ans, Vice-président depuis 3 ans, je me suis investi dans l'Association Nationale des Directeurs de CIO afin d'apporter ma contribution à un projet d'ensemble structuré visant à améliorer le fonctionnement du CIO et à rendre plus lisible la fonction de Directeur de CIO.

Très attaché au Service Public, convaincu de la richesse de nos services et de la compétence de nos personnels, je souhaite continuer à apporter mon expérience au Conseil d'administration de l'ANDCIO pour un nouveau mandat de 3 ans dans une période particulièrement cruciale pour notre avenir.

Jean PERLEMOINE - 58 ans - Directeur du CIO de La Flèche – Sarthe - Académie de Nantes

Directeur depuis 1994, élu ou non, je m'engage à défendre :

- Un service public d'orientation au service de l'individu, ancré au sein du M.E.N
- L'institution d'un véritable statut de Centre aux CIO
- L'institution d'un statut de Directeur, déconnecté de celui de COP
- La mise en valeur de CIO constitués en réseau à l'architecture non figée, ni structurellement ni temporellement
- La reconnaissance de la fonction de documentation en CIO et la qualification des personnels concernés.

Et dans ce but, dans la continuité du travail entrepris, rechercher sans cesse les meilleures dispositions garantissant l'expression et le respect de tous les courants de pensée dans l'AND.CIO.

M. Denis Petruzzella – 51 ans - Directeur du CIO de Gardanne – Bouches du Rhône – Académie d'Aix-Marseille

Élu au C.A. de l'ANDCIO depuis 9 ans, je souhaite poursuivre ma contribution à la réalisation des buts de l'association.

Au cours de ces trois dernières années nous avons assisté à une remise en cause radicale de nos services.

L'opposition franche que nous avons manifestée au projet de décentralisation des personnels s'est accompagnée d'une poursuite de notre réflexion, de l'enrichissement de nos propositions (contribution de l'ANDCIO à la consultation nationale, référentiel du DCIO...)

Les mois qui viennent peuvent constituer une opportunité importante pour mieux asseoir, renforcer, finaliser les CIO et les autres services d'orientation, améliorer le statut des personnels, en particulier celui des directeurs de CIO.

Les périls sont, dans le même temps, considérables : mise en place de la loi d'orientation, de la LOLF... dans un contexte de réduction considérable et inacceptable de nos moyens, sans que nous percevions aucune stratégie autre que la réalisation d'économies à court terme en utilisant les personnels et les CIO comme « variable d'ajustement » budgétaire.

Au-delà de nos propositions de réforme, c'est la question de l'existence même d'un service public, qui assure le droit au conseil en orientation, qui est posée.

Dans ce contexte, je souhaite contribuer à la mobilisation de l'ensemble des directeurs de CIO pour qu'enfin le Ministère s'engage dans une réforme constructive de ses services d'orientation répondant aux besoins considérables que nous constatons sur le terrain et aux aspirations légitimes des personnels.



ÉLECTIONS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ANDCIO

Instructions pour le vote



Le vote est ouvert dès aujourd'hui
Ne tardez pas à remplir votre bulletin et à l'expédier

- ✍ Pour voter, il faut être à jour de sa cotisation au 30 mars 2005 pour l'année 2004-2005
- ✍ Le Conseil d'Administration comporte sept membres élus pour trois ans.
- ✍ Le vote est exprimé au moyen du bulletin ci-dessous, détaché de la partie supérieure qui comporte les instructions. Il faut **cocher au maximum 7 des 8 noms** (une case au moins doit ne pas être cochée). Le bulletin, sous peine d'invalidation, ne doit comporter **aucune autre inscription**.
- ✍ Le bulletin doit être placé dans une **enveloppe blanche** de format D6, le plus courant (162x114 mm). Cette enveloppe **doit être cachetée et ne doit comporter aucune inscription**.
- ✍ L'enveloppe blanche doit être **placée dans une autre enveloppe servant à son acheminement**. Cette enveloppe doit comporter **au verso, le nom, le prénom, l'adresse professionnelle** (l'adresse personnelle pour les retraités) **du votant**.
- ✍ Cette enveloppe d'expédition doit être affranchie au tarif lettre en vigueur et adressée **directement à : C.IO. - Élections ANDCIO – 16, rue Jules Ferry – BP 58 – 13541 GARDANNE**.
- ✍ Le vote doit parvenir impérativement **au plus tard le 07 avril 2005**.
- ✍ Le **dépouillement** aura lieu le **samedi 09 avril 2005** au **CIO de GARDANNE** de 10 H à 12 H en séance publique.

*Votre vote est indispensable à la vie de l'association. N'oubliez pas d'envoyer votre bulletin pour qu'il **arrive avant le 07 avril**.*



Élections au Conseil d'Administration de l'ANDCIO 2005

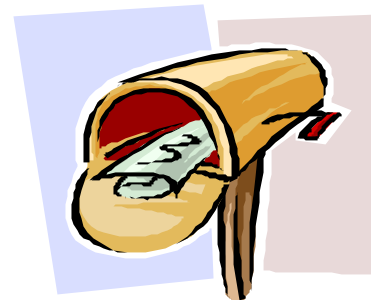
BULLETIN DE VOTE

(N.B.: Les candidat-e-s sont dans l'ordre alphabétique de leur nom)

- ✍ Mettez une croix sur la case qui suit le nom des candidat-e-s choisi-e-s

- PAS PLUS DE SEPT -

M. Adrien BERNARD <input type="checkbox"/>	Mme. Dominique BUREL <input type="checkbox"/>	Mme. Sylvie CHEULA <input type="checkbox"/>
M. Patrick DEPERRAZ <input type="checkbox"/>	M. Éric GIOUX <input type="checkbox"/>	M. Dominique LAGAUE <input type="checkbox"/>
M. Jean PERLEMOINE <input type="checkbox"/>	M. Denis PETRUZZELLA <input type="checkbox"/>	



NOTE CONCERNANT LA SUPPRESSION DE 5 POSTES DE COP DANS L'ACADEMIE DE NANCY-METZ

La suppression de 50 postes de COP ou Directeurs de CIO a été inscrite au budget de l'Education nationale et sera effective au 1^{er} septembre 2005.

23 académies sont concernées dont l'académie de Nancy-Metz qui se verra retirer 5 postes (soit 10% des postes supprimés, supportés par notre académie).

Concernant les COP et Directeurs de CIO, il est particulièrement choquant de voir leur nombre diminuer ce qui va accentuer gravement les difficultés qu'ont déjà les services d'orientation à assurer leurs missions les plus indispensables. L'Association Académique des Directeurs de CIO constate que les CIO n'ont pas bénéficié des créations de postes dont ont pu bénéficier d'autres catégories de personnels dans les années 90, (en ce qui concerne les enseignants par exemple le ratio H/E a été considérablement augmenté (cf. géographie de l'école) pendant ces mêmes années).

Aujourd'hui, alors que le nombre d'élèves est en diminution, il aurait été opportun d'améliorer l'encadrement des élèves dans les zones en difficultés. Un autre choix politique a été fait ce que nous regrettons.

D'autres services fonctionnant sur fonds publics voient par ailleurs leur potentiel en personnel augmenter (PAIO et Mission Locale en particulier, on parle de la création de 500 postes). Comprenez qui pourra !

Pour ce qui concerne l'académie de Nancy Metz, Monsieur le Recteur sera contraint de rendre 5 postes de COP ou Directeur de CIO.

Nous connaissons tous la situation de notre académie, son histoire, ses difficultés économiques (son taux de chômage apparemment moins préoccupant que dans d'autres régions est largement sous-évalué par le poids du travail frontalier) et surtout pour ce qui nous concerne, son retard en terme de niveau de qualification.

Nous avons besoin de postes de COP sur le terrain, au plus près des usagers pour pouvoir répondre à nos missions de service public jusque dans les zones les plus défavorisées, qu'elles soient rurales ou urbaines.

Nous ne pouvons pas nous résoudre à un affaiblissement de nos moyens tant la demande est importante et de plus en plus complexe à gérer.

Ces 5 postes doivent donc être pris là où ils pourront être compensés par d'autres personnels (1/2 temps "égalité des chances filles-garçons" - 1/2 temps "informatique", postes implantés au SAIO ou à la DRONISEP).

Nous sommes, par ailleurs, prêts à envisager une réorganisation de nos moyens sur le territoire lorrain, mais à condition de dégager des priorités académiques et d'améliorer le fonctionnement du service public en collaboration avec les autres partenaires du système éducatif, voire d'autres ministères.

Le fonctionnement de l'AIO va être au centre des préoccupations régionales dans les semaines qui viennent. Quelle place tiendra l'Education nationale et en particulier les CIO ?

En tout état de cause, même si nous n'acceptons pas le principe des suppressions de postes non justifiées, les contraintes ministérielles ne doivent pas se traduire par des suppressions décidées sur des critères purement arithmétiques.

L'Association académique des Directeurs de CIO saura s'opposer si cela est nécessaire à toute décision arbitraire.

Pour les Adhérents de l'Association
Académique des Directeurs de CIO



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :

<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

BULLETIN D'ADHESION 2004 – 2005

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE – DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) ⁽¹⁾ :
VILLE :

Rubriques à renseigner en cas de 1^{ère} adhésion ou de modifications

Adresse :

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(facultatif)*

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à

, le

Signature,

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Le montant de l'adhésion a été fixé à 45 € pour l'année scolaire 2004-2005.

Vous pouvez régler votre cotisation en deux fois. Dans ce cas vous établirez **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle vous souhaitez qu'il soit présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer directement au trésorier accompagné de votre cotisation (ou à remettre au délégué académique : possibilité d'envoi groupé).

Votre carte d'adhérent vous parviendra soit directement, soit par l'intermédiaire de votre délégué académique.

N.B. Pour permettre à chaque adhérent de voter lors de l'Assemblée Générale (qui se déroule habituellement en septembre), la période d'adhésion s'étend du 01.10.2004 au 30.09.2005.

Trésorier : Adrien BERNARD – Rectorat – S.A.I.O. – 31, rue de l'Université – 34064 MONTPELLIER CEDEX

Tél. 04 67 91 48 71 – Fax 04 67 91 50 78 – mél : adrien.bernard@ac-montpellier.fr